



Christine Verschuur et Christine Catarino (dir.)

Genre, migrations et globalisation de la reproduction sociale

Graduate Institute Publications

Reproduction sociale et *care* comme échange économico-affectif. L'articulation des rapports sociaux dans l'économie domestique et globalisée

Christine Verschuur

DOI : 10.4000/books.iheid.5944

Éditeur : Graduate Institute Publications, L'Harmattan

Lieu d'édition : Genève

Année d'édition : 2013

Date de mise en ligne : 8 mai 2018

Collection : Cahiers genre et développement

EAN électronique : 9782940503940



<http://books.openedition.org>

Ce document vous est offert par Geneva Graduate Institute



Référence électronique

VERSCHUUR, Christine. *Reproduction sociale et care comme échange économico-affectif. L'articulation des rapports sociaux dans l'économie domestique et globalisée* In : *Genre, migrations et globalisation de la reproduction sociale* [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, 2013 (généré le 20 juillet 2022). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheid/5944>>. ISBN : 9782940503940. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.iheid.5944>.

Reproduction sociale et *care* comme échange économico-affectif. L'articulation des rapports sociaux dans l'économie domestique et globalisée

23

..... Christine Verschuur*¹

Pour comprendre la mondialisation du capitalisme, les études féministes ont souligné l'importance d'analyser le travail auparavant invisible des femmes, productif et reproductif, et la nouvelle division du travail (Benería 1982; Federici 2002). L'analyse du capitalisme globalisé dans une perspective décoloniale considère que celui-ci s'appuie sur des discours de genre et de race qui organisent la nouvelle division internationale du travail (Castro-Gomez et Grosfoguel 2007). Cette perspective décoloniale est importante pour comprendre que le capitalisme n'est pas seulement un système économique ni culturel mais un *réseau global de pouvoir* intégré par des processus économiques, politiques et culturels qui constituent un ensemble (Castro-Gomez et Grosfoguel 2007).

C'est dans cette perspective que je me pencherai sur la globalisation du travail de reproduction sociale. L'ensemble des *activités et des rapports* indispensables à la reproduction sociale ont été conceptualisés dans les étu-

* Anthropologue, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, Suisse

¹ Cet article reprend certains éléments de Verschuur (2013).

des féministes qui ont également relevé la place des migrantes racisées dans la nouvelle économie globalisée et la constitution de foyers transnationaux. J'aborderai dans ce contexte les débats théoriques sur la reproduction sociale et le *care*, que je définirai comme un échange económico-affectif, par analogie avec le concept d'échange económico-sexuel de Paola Tabet (1987; 2004).

Il ne s'agira pas seulement de se pencher sur les activités de reproduction sociale – qui incluent les activités de *care* mais ne se limitent pas à cela –, mais surtout d'éclairer les rapports sociaux dans le cadre desquels elles se réalisent. Je voudrais montrer comment le système s'efforce de *préserver* plutôt que *détruire* les rapports sociaux de type domestique en les articulant avec les rapports sociaux capitalistes. Cette articulation a pris de nouvelles dimensions avec la mondialisation et la constitution de foyers transnationaux. Les inégalités – de genre, de race, de classe – sont au cœur de cette articulation, elles sont centrales pour l'analyse critique du discours sur le «développement», traversent les inégalités Nord/Sud et sont constitutives de la *colonialité du pouvoir* du système capitaliste global.

Pour certains, les activités et relations nécessaires à la reproduction sociale réalisées dans la sphère domestique ne sont qu'un résidu de la société traditionnelle; pour d'autres elles représentent un idéal romantique selon lequel certaines activités et relations supposées «gratuites» devraient rester en dehors de la sphère marchande. Le concept de *care*, en faisant ressortir la dimension affective de certaines des activités de reproduction sociale, illustre la complexité de l'échange qu'il recouvre, et le brouillage des frontières entre l'économique et l'affectif.

Les économistes féministes ont depuis longtemps critiqué les postulats des disciplines économiques ou qui ne reconnaissent pas la valeur économique du travail domestique (Benería 1982; Folbre 1998), tout comme l'ont fait les sociologues, anthropologues, historiennes ou les mouvements féministes. Considérer que les activités menées au sein de l'unité domestique étaient ou sont «gratuites» signifie naturaliser la division sexuelle du travail et oublier que cette catégorie d'analyse traduit une relation de pouvoir. Pourtant, la dimension immatérielle des activités et relations de reproduction sociale mérite d'être relevée comme faisant partie du système culturel constitutif de l'ensemble.

Dans cet article, j'évoquerai d'abord les rapports sociaux dans le cadre desquels est organisée la reproduction de la force de travail, dans le contexte des migrations. Ensuite, j'évoquerai la crise de la reproduction sociale, tant aux Nords qu'aux Suds, et la féminisation des migrations qui y est liée.

J'aborderai ensuite les débats théoriques sur la reproduction sociale et le *care*. Pour conclure, j'indiquerai comment, dans le processus de globalisation de la reproduction sociale et de constitution de foyers transnationaux, les migrantes racisées deviennent un maillon essentiel du système de protection sociale et contribuent à la prospérité du capitalisme.

Le travail, une denrée d'exportation produite dans le cadre de l'économie domestique

Pour contribuer à expliquer les causes du sous-développement, des anthropologues économiques ont analysé l'articulation entre la sphère du travail reproductif – où dominent des rapports sociaux de production de type domestique – et la sphère du travail productif – où dominent des rapports sociaux de production capitalistes. Cette articulation est la « cause essentielle du sous-développement en même temps que de la prospérité du secteur capitaliste » (Meillassoux 1975, 149). D'autres auteur-es (Delphy 1998 ; Rey *et al.* 1976) ont également montré l'importance du maintien des rapports sociaux de type domestique pour le développement de l'économie capitaliste.

Meillassoux considère que l'économie domestique appartient à la *sphère de circulation* du capitalisme qu'elle approvisionne en force de travail et en denrées, mais reste en dehors de la *sphère de production* capitaliste. C'est en maintenant ces liens organiques entre économies capitaliste et domestique que la première assure sa croissance et sa prospérité. L'économie domestique permet de produire et reproduire la force de travail à moindre coût pour l'économie capitaliste. Afin de maintenir cette articulation, il faut préserver l'une pour continuer à lui soustraire sa substance, sans la détruire, pour alimenter l'autre. Cela implique de conserver la sphère domestique en dehors de la sphère de production capitaliste, tout en maintenant les liens organiques entre les deux sphères.

C'est dans cette perspective que l'on peut situer les migrations de travail temporaires et tournantes. « La préservation et l'exploitation de l'économie agricole domestique » (Meillassoux 1975, 165) dans les pays du Sud et, plus largement, de l'économie domestique dans toutes ses activités, assurent non seulement la production mais aussi la reproduction et l'entretien de cette force de travail migrante.

La restructuration économique globale s'accompagne de transformations des rapports sociaux de sexe liées à la nouvelle division internationale de travail. Les études sur la nouvelle division internationale du travail ont cependant mis l'accent sur la *production* de marchandises et services plutôt que sur la

reproduction de la force de travail. Pourtant, Silvia Federici (2002) rappelle de manière imagée l'importance de «cet immense “cadeau” de travail domestique des femmes du Sud aux pays riches» (Federici 2002, 55) pour répondre à la demande en «travailleurs venant au monde tout faits» (Marx, cité par Meillassoux 1975, 161), émigration qui permet de contribuer gratuitement à la reproduction de la force de travail. Pour Federici, le travail est la denrée la plus importante exportée par le Sud vers le Nord.

Crise de la reproduction sociale et féminisation des migrations

26

La restructuration économique de ces quatre dernières décennies a créé, selon les termes de Silvia Federici (2002), un nouvel ordre colonial. L'accroissement de la pauvreté et des inégalités, le recul de l'engagement des États à investir dans la reproduction des travailleurs, les baisses de salaires et des rémunérations du travail ont créé une crise de la reproduction sociale dans le Sud. De nombreuses femmes cherchent ailleurs les revenus pour assurer les frais d'entretien et de reproduction des membres de leur famille, même si les choix de partir reposent aussi sur l'envie de construire des projets personnels ou des relations sociales différentes, de poursuivre des rêves. Dans les Nord(s) (*Global North*), une crise de reproduction sociale se manifeste également. L'insertion plus importante des femmes sur le marché du travail salarié sans grande modification dans la division sexuelle des tâches entre hommes et femmes au niveau domestique, le vieillissement de la population, l'insuffisance des systèmes publics de protection sociale, ont créé une demande croissante en personnes pouvant répondre à ces besoins.

Depuis 1975, le nombre de personnes migrantes a plus que doublé (OIM 2010). En 2010, le nombre de femmes migrantes était estimé à 105 millions et celui des hommes à 109 millions. Si les femmes ont toujours migré, elle n'apparaissent guère dans les études des migrations, la figure du migrant ayant pendant longtemps été dominée par celle d'un mâle, l'homme représenté comme le gagne-pain, la femme étant confinée à son identité de mère. Par le terme de féminisation des migrations, l'on reconnaît non seulement que les femmes aussi migrent, que le nombre de migrantes s'est accru, mais surtout qu'elles migrent souvent seules maintenant, en pionnières, constituant des foyers transnationaux. Beaucoup partent en laissant dans leur pays d'origine leur compagnon ou mari et leurs enfants dont elles s'occupent à distance, grâce aux nouvelles technologies de communication, tout en faisant parfois venir auprès d'elles des personnes de leur famille. Elles contribuent à la reproduction sociale dans leur pays d'origine (par les fonds qu'elles envoient régulièrement), et dans leur pays d'accueil (à travers les activités qu'elles déploient).

Les secteurs employant les migrantes sont ceux des services, y compris le travail domestique, le *care*, le ménage, ainsi que les services dans les hôtels et restaurants et le commerce de détail (Moreno Fontes-Chammartin 2002). Ces niches de travail sont préférentiellement occupées par des femmes, souvent migrantes et souvent qualifiées, à domicile ou dans des institutions privées, publiques ou associatives. En Espagne, par exemple, 63 % des employées domestiques péruviennes ont un diplôme d'études supérieures (Oso Casas 2002). Elles sont de ce fait particulièrement prisées pour s'occuper des enfants ou des personnes âgées, outre qu'elles réunissent les qualités dites féminines appréciées pour ce type de travail (affectueuses, patientes, pieuses, de « bonne réputation »).

Le travail domestique et de soins est une niche importante de travail pour les femmes – et certains hommes – migrants (OIT 2013). Cependant, la féminisation des migrations ne concerne pas uniquement le travail domestique et de soins. Dans la nouvelle division internationale du travail, les industries emploient un nombre élevé de femmes, en provenance d'autres régions ou pays. Les travailleuses migrantes ont parfois été représentées uniquement comme victimes et exploitées. L'image de la femme victime, sans capacité d'action, est loin de convenir cependant. Le parcours migratoire exige de la pugnacité, des capacités. Ce sont sans doute des femmes hardies, et/ou celles qui ont des atouts (diplômes, moyens), qui partent. Quelles que soient les conditions d'exploitation, elles construisent des projets de vie, se constituent en sujets qui interviennent par-delà les frontières, ici et là-bas, dans des réseaux transnationaux. Elles participent à la transformation subtile des rapports de genre, s'organisent pour revendiquer des droits dans le pays d'accueil, y tissent des liens avec des organisations et ravivent les débats sur la division sexuelle inégale du travail dans la sphère domestique et sur la définition des politiques sociales.

Reproduction sociale, travail domestique et *care* comme échange económico-affectif

Les débats théoriques des féministes autour du travail ont signalé le biais masculin rattaché à ce concept. Non seulement le travail salarié était pensé au masculin mais, surtout, l'économie classique a longtemps omis de considérer comme travail ce qui n'était pas rémunéré ou ce qui était réalisé dans le cadre de la sphère domestique, en dehors du marché. Depuis les années 1960, les mouvements féministes ont permis que l'on prenne conscience du travail gratuit réalisé par les femmes, invisible, réalisé non pas pour soi mais pour d'autres, « au nom de la nature, de l'amour ou du devoir maternel »

(Kergoat 2000). Des chercheuses féministes ont théorisé sur le «travail domestique», et des débats intenses ont porté sur le «mode de production domestique» (Delphy 1998).

Le travail domestique concerne l'ensemble des tâches liées aux soins des personnes, accompli dans le cadre de la famille, et est plus large que le travail de *care*. Il peut être réalisé de manière gratuite ou par des personnes salariées. Il a été défini comme «la mise au travail spécifique des femmes dans la sphère privée comme lieu principal de prise en charge des personnes» (Fougeyrollas-Schwebel 2000, 237). Les études ont analysé le lien particulier qui se constitue entre personnes dans le travail domestique, et mis en lumière «la disponibilité permanente du temps des femmes au service de la famille» (Fougeyrollas-Schwebel 2000, 237), tout en analysant les liens de ce travail avec les autres institutions de la reproduction sociale que la famille. La question de savoir si le travail domestique devait être analysé comme une activité de production ou une reproduction était centrale dans les débats féministes.

La discussion sur l'opposition souvent avancée entre productions marchande et non marchande (souvent associées respectivement au masculin et au féminin) montre que ce n'est pas la nature de la production qui fait la différence mais le problème de l'appropriation du travail – rémunéré ou non – des personnes. Lorsque des biens sont produits en dehors de la famille, le travail nécessaire à leur production est rémunéré. Lorsque des biens sont produits dans le cadre de rapports de type domestique et qu'ils sont échangés sur le marché, ce travail n'est généralement pas rémunéré, ou pas à sa juste valeur. *Le travail non rémunéré* inclut donc le travail non rémunéré dans le cadre domestique mais aussi dans une entreprise familiale ; des tâches comme la collecte d'eau, de fourrage, de bois de chauffage pour l'autoconsommation ; les soins non rémunérés des proches. Depuis quelques années (1993, juste avant la conférence de Beijing sur les femmes), certains éléments de ce travail sont inclus dans des systèmes comptables nationaux (le travail dans les entreprises familiales ; la collecte d'eau par exemple), mais une grande partie ne l'est pas, comme la préparation des repas, les courses, les soins aux proches. Les travaux des économistes féministes, qui ont depuis de longues années critiqué l'absence de prise en compte du travail non rémunéré dans l'économie, ont contribué à ce qu'une partie de celui-ci soit maintenant reconnu et inclus dans les comptes nationaux. L'OCDE (2011) indique ainsi que «la valeur du travail non rémunéré est considérable – environ un tiers du PIB dans les pays de l'OCDE [...], constituant une contribution importante au bien-être des sociétés de l'OCDE.»

Le travail de care concerne des activités comme les soins physiques, l'attention et l'affection personnelles, auprès de proches, enfants, personnes âgées

dépendantes, mais aussi de personnes non dépendantes, ce qui n'est pas toujours pris en compte dans les études sur le *care*. Le *care* comprend des tâches non rémunérées comme la préparation des repas, le ménage, le linge, les courses ou, dans certains pays non pourvus en infrastructures, la collecte d'eau, de bois, etc., qui font partie des activités de reproduction sociale. Ce travail peut être rémunéré ou non, il peut être réalisé dans le cadre de la famille, mais aussi dans des institutions publiques, privées ou associatives bénévoles. Le travail de *care* et le travail domestique sont difficiles à séparer. La limite entre les soins «immatériels» et exigeant une plus grande intimité (laver une personne, lui parler, la câliner) et les soins «matériels» (préparer un repas, laver ses vêtements, ...) est ténue. Ainsi, les travailleuses domestiques qui réalisent des tâches ménagères tout en effectuant des tâches de soins (veiller sur un enfant) ne sont pas considérées comme des personnes payées pour réaliser des soins. *Le travail de care non rémunéré* est réalisé en majeure partie dans le cadre de la famille, mais également dans le cadre de liens élargis de famille, dans la communauté, au niveau des quartiers, dans le cadre associatif.

Le concept de *chaînes mondiales du care* (Hochschild 2002) illustre les liens transnationaux, croisés selon des axes de classe et de race, entre les différents foyers fournissant et demandant du *care*, depuis les campagnes vers les grandes villes dans les pays pauvres, jusqu'aux métropoles des pays plus riches. Mais la plupart des analyses sur les *chaînes mondiales du care* se limitent à l'étude du *care* dans la sphère domestique et privée. Or le recours au marché mondial de la domesticité et du *care* est un phénomène croissant, non seulement chez des particuliers mais aussi dans des institutions. Ce travail particulièrement féminisé est socialement peu reconnu, peu protégé et mal rémunéré. Une grande proportion des migrantes, notamment celles qui travaillent chez des particuliers, sont triplement invisibles : inexistantes comme travailleuses, employées dans un espace privé, et réalisant un travail mal ou pas comptabilisé dans l'économie nationale. Force est de reconnaître pourtant que les services rémunérés de *care* sont devenus un secteur croissant de l'économie.

Le concept de *reproduction sociale* fournit un cadre théorique utile, dans lequel le travail non rémunéré des femmes est un élément central. La reproduction sociale inclut à la fois «le renouvellement démographique et économique des effectifs et la reconstitution des relations et des institutions sociales qui organisent les individus selon des caractéristiques propres au système considéré» (Meillassoux 1991, 15). On peut distinguer la reproduction biologique, la reproduction de la force de travail et la reproduction sociale, définie aussi comme «l'ensemble des activités et des relations visant à maintenir les individus dans de bonnes conditions tant au quotidien

que d'une génération à l'autre » (Nakano Glenn 1992 ; 2010).

La reproduction sociale ne se réalise pas uniquement dans l'espace privé ; une partie importante se réalise ailleurs, dans d'autres institutions, publiques, associatives ou privées. La reproduction inclut aussi du travail de production, comme l'agriculture familiale dont une partie est destinée à l'alimentation des proches, et la petite production marchande qui permet également d'assurer les besoins quotidiens.

Si ces activités ne sont généralement pas incluses dans le concept de *care*, les dimensions subjectives, de l'ordre de l'émotion, de l'intime, que le concept de *care* a permis de mettre en lumière, ne sont pas non plus prises en compte dans le concept de reproduction sociale. La dimension immatérielle ou affective rattachée au *care*, l'entrelacement entre le rémunéré et le non rémunéré, le brouillage des frontières entre le « gratuit » et l'économique, m'incite ainsi à le définir comme un *échange económico-affectif*.

Le *care*, qu'il soit conceptualisé en tant qu'éthique du *care*, perçu surtout comme une activité relationnelle, ou dans le cadre des recherches sur les politiques sociales, est associé aux réflexions sur les migrations puisqu'une part croissante du travail de *care* est marchandisée et réalisée par des femmes migrantes, de classes ou de races diverses.

Le concept de *care* ne se confond pas avec la reproduction sociale et a ses limites. La première tient au fait que les études sur le *care* sont souvent plutôt centrées sur les activités de soins auprès des personnes dépendantes (enfants, personnes âgées, malades, en situation de handicap, etc.), autrement dit sur une partie des personnes constituant la force de travail, et ne s'intéressent généralement pas aux activités liées à la reproduction de l'ensemble de la force de travail. Or les personnes bien portantes et en capacité de travailler – qui à certaines périodes de leur vie ont été ou seront en situation de dépendance – font également l'objet de *care*.

Une autre limite tient au fait que les approches du *care* ne se penchent pas sur la manière dont ces activités se sont déplacées d'une logique non rémunérée, dans la sphère domestique, vers une logique marchande, partiellement ou totalement (Kofman 2008). Elles ne s'intéressent pas aux articulations et interactions entre ces deux logiques. Par ailleurs, les analyses du *care* ne conceptualisent pas toujours l'extension du travail reproductif dans le voisinage (les services de proximité, les activités de l'économie sociale et solidaire) comme faisant partie du *care*. Elles n'expliquent pas toujours les différentes inégalités – de genre, classe, race, nation dans l'organisation des régimes de *care*. Elles ne donnent pas d'explications satisfaisantes pour comprendre la forte féminisation du travail du *care* et ignorent le fait que

des hommes aussi réalisent ce travail.

Le concept des chaînes mondiales de *care* permet de montrer la nature transnationale du travail de *care*, qui se marchandise et devient un secteur important de l'économie. La limite de ce concept, comme je l'ai déjà évoqué, est qu'il se restreint généralement à l'étude du *care* dans la sphère domestique. Il n'aborde pas la question de la contribution des différents maillons de la chaîne à la production des richesses nationales. En effet, l'emploi de travailleuses migrantes internes dans des familles de classes sociales privilégiées, puis dans certaines classes sociales au Nord pour réaliser le travail domestique, libère du temps de travail des personnes employeuses, qui peut être occupé dans des secteurs plus valorisés et comptabilisés dans le calcul de la production de richesse nationale. Le temps de travail consacré à des tâches réalisées auparavant gratuitement dans la sphère domestique n'était, lui, pas pris en compte dans le calcul de la production des richesses.

La globalisation de la reproduction sociale et la contribution des migrantes à la production des richesses et au système de protection sociale au Nord : un échange inégal

Dans le contexte de «développement» et des transformations dans la division internationale du travail, l'organisation de la reproduction sociale se globalise. Des personnes, hommes et femmes, généralement jeunes, partent en migrations temporaires dans d'autres pays ou régions, en réaction à la crise de la reproduction sociale dans les pays ou régions de départ et d'accueil. Les économies domestiques sont articulées avec l'économie globalisée.

Les personnes migrantes, et en particulier les femmes migrantes racisées, sont devenues un maillon fondamental dans le fonctionnement des systèmes de reproduction sociale dans les pays riches, sollicitées tant dans la sphère privée que dans des institutions publiques, associatives ou privées de la reproduction sociale. Elles sont présentes dans le fonctionnement de l'ensemble du système de protection sociale des pays plus riches.

Les systèmes de protection sociale reposent de manière importante sur cette force de travail migrante. D'une part, le fait qu'une partie importante du travail domestique et de *care* soit effectué par une main-d'œuvre migrante dans des espaces privés permet en effet aux États de réduire l'offre institutionnelle de ces services alors que la demande est croissante dans un contexte d'intégration des femmes au monde du travail salarié, de non redistribution sexuelle des tâches dans le foyer et de vieillissement de la population. À cela s'ajoute le fait que les personnes migrantes réalisant ce travail ont été élevées et formées dans leur pays d'origine, le coût de leur reproduction sociale

n'ayant pas été assuré par les États importateurs. Enfin, ces personnes n'ont pas accès de manière égale aux bénéfices des systèmes de protection sociale dans leur pays d'accueil, comme l'ont par exemple montré les travaux sur les inégalités dans l'accès aux bénéfices des systèmes de retraite, en particulier des femmes migrantes (Razavi 2011). Ces éléments constituent des sources importantes d'économie de charges sociales pour les États importateurs. Contrairement aux idées reçues, les systèmes de protection sociale des États importateurs bénéficient ainsi économiquement de manière considérable des contributions des personnes migrantes (Delgado Wise *et al.* 2009).

Certains se demandent si les personnes migrantes pourront répondre à la demande croissante de *care* dans les pays riches. D'autres se sont posé la question de savoir comment le *care*, extrait des pays du Sud pour couvrir les besoins ailleurs, et notamment au Nord et dans les pays plus riches du Sud, est pris en charge dans les pays dont sont originaires les personnes migrantes (Razavi 2007). Au Sud aussi, avec le vieillissement de la population, l'affaiblissement des systèmes publics de prise en charge des soins, les crises majeures de santé, la demande de personnes pour fournir du *care* s'accroît.

Le transfert du travail du *care* a été décrit comme un processus de *care drain*, par analogie avec le *brain drain* (Hochschild 2002). Le *care drain* a des conséquences sur les systèmes de protection sociale des pays de départ, qui sont fragilisés. La crise de la reproduction sociale dans les pays d'où sont originaires les migrantes s'amplifie avec leur départ.

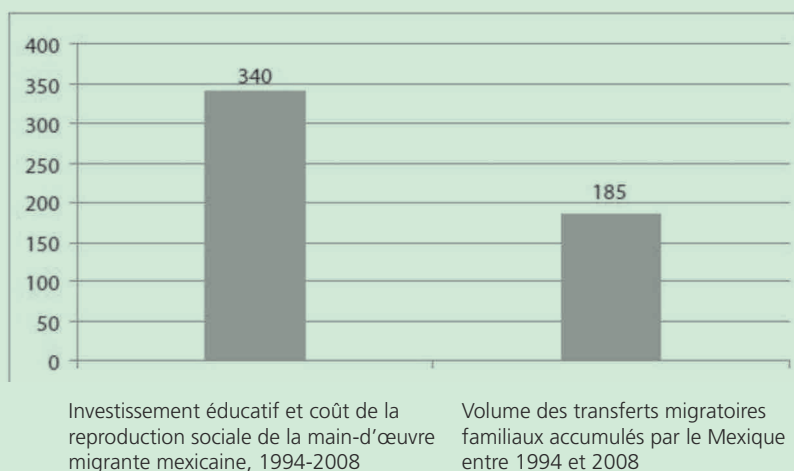
Certes, les fonds envoyés par les personnes migrantes dans leurs pays d'origine, constituant des montants importants (Banque mondiale 2010) contribuent aux frais de reproduction sociale. Des études montrent en effet que l'argent envoyé dans leurs familles d'origine par ces travailleuses migrantes, qui représente des sommes considérables², sert principalement à couvrir des besoins en reproduction sociale dans les pays d'origine. Une étude menée en Amérique latine a par exemple montré que 88 % des envois étaient destinés à permettre la reproduction sociale (nourriture, vêtements, éducation, santé, logement), 10 % à des projets communautaires, et seulement 2 % à des projets économiques (Marin 2007). D'autres études ponctuelles dans d'autres régions montrent les mêmes tendances. Contrairement aux idées reçues (Monsutti 2008), l'argent n'est ainsi pas significativement investi dans des

² Selon la Banque mondiale, l'argent envoyé sous forme de mandats par les travailleurs et travailleuses immigrées, représentait en 2008 un montant de 444 milliards de dollars (101 milliards de dollars en 1995), dont 338 milliards de dollars vers les PVD. Les fonds transmis par des voies informelles pourraient accroître l'estimation officielle d'au moins 50 %. Cela représente environ le double de l'aide publique au développement, et une source majeure du financement extérieur. Les femmes enverraient des montants plus importants proportionnellement à leurs revenus que les hommes.

Le processus migratoire favorise d'importants transferts de ressources économiques au titre de la formation scolaire et de la reproduction sociale de la force de travail
Raúl Delgado Wise, Humberto Márquez Covarrubias, Héctor Rodríguez Ramírez

En additionnant les transferts de ressources au titre de l'investissement scolaire et du coût de reproduction sociale sur la période de référence [1994-2008], le Mexique a contribué à hauteur de 340 milliards de dollars à la dynamique socio-économique étasunienne. Ce chiffre équivaut à 1,8 fois le montant des transferts accumulés par le Mexique. De cette estimation sont exclus les prélèvements liés à l'emploi, à la production, à la consommation et impôts (voir graphique). Dans cette perspective, il apparaît clairement que la société mexicaine subventionne l'économie étasunienne par le biais de la migration de travail.

Comparaison des dépenses de reproduction sociale de la force de travail migrante mexicaine et du volume des transferts migratoires reçus (en milliards de dollars)



Source: Nos propres calculs à partir de données de la Secretaría de Educación Pública de México (2008), du Current Population Survey (enquête emploi américaine) (1994-2008), du Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social de México (2008).

Delgado Wise, R., H. Márquez Covarrubias, H. Rodríguez Ramírez. 2009.
Seis tesis para desmitificar el nexo entre migración y desarrollo.
Migración y Desarrollo. N° 12 : 44-45.
Traduit de l'espagnol par Christine Catarino

activités productives entreprises par les personnes recevant l'argent, ni même souvent par des entreprises locales : des gadgets ou vêtements achetés, des appareils ménagers, ou même des produits de consommation alimentaire, sont souvent des produits d'importation. Certes, une partie de l'argent reçu entre dans les circuits locaux (habitation, santé, éducation, ...), qui alimentent l'économie, mais cet argent est loin de constituer un apport de fonds de l'étranger qui seraient investis de manière substantielle dans des entreprises. Le travail de reproduction sociale réalisé «chez les autres», rémunéré, apporte des revenus utilisés dans des achats qui correspondent aux besoins de reproduction sociale «chez soi», achats souvent en provenance de pays ou régions plus industrialisées. Cette économie s'inscrit ainsi surtout dans la sphère de circulation du capitalisme (elle sert à alimenter la demande de biens produits ailleurs), mais l'argent envoyé reste en grande partie en dehors de la sphère de production (Meillassoux 1975). Cette utilisation des fonds envoyés par les personnes migrantes illustre bien l'articulation entre la reproduction sociale dans les foyers transnationaux et la production dans le système capitaliste.

On observe ainsi un système, social, économique, culturel, moral d'organisation de la *reproduction sociale*, y compris le *care*, entendu comme échange économique-affectif, qui implique des biens et des services liés à l'économie capitaliste. Dans le nouvel ordre économique global, que certains qualifient de colonial (Federici 2002 ; Quijano 2007), caractérisé par la nouvelle division internationale du travail, l'articulation entre économies domestique et capitaliste prend ainsi de nouvelles formes. Mais cet ordre repose toujours sur l'organisation de l'ensemble des activités et des rapports indispensables à la reproduction sociale, par-delà les frontières, dans des réseaux et foyers transnationaux. Dans ce système, les femmes, et notamment les femmes migrantes, selon diverses appartenances de classe et de race, sont majoritairement présentes. L'organisation de ce système constitue la base de la prospérité du système capitaliste.

La question centrale pour comprendre la persistance des inégalités sociales reste celle de l'articulation des rapports sociaux de types domestique et capitaliste, aux Nords et aux Suds, dans le contexte de la nouvelle division internationale du travail, qui prend de nouvelles dimensions avec la constitution de foyers transnationaux. Les rapports inégaux de genre, croisés avec les inégalités de classe et de race, permettent de maintenir ce lien organique inégal.

Références bibliographiques

- Banque mondiale. 2010. *Implications économiques des envois de fonds et de la migration*. Washington, D. C. : Banque mondiale.
- Benería, L. (Dir.). 1982. *Women and development : the sexual division of labor in rural societies*. New York : Praeger.
- Castro-Gómez, S. et R. Grosfoguel. 2007. *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*. Bogotá : Iesco-Pensar-Siglo del Hombre Editores.
- Delgado Wise, R., H. Márquez Covarrubias, H. Rodríguez Ramírez. 2009. Seis tesis para desmitificar el nexo entre migración y desarrollo. *Migración y desarrollo*. N° 12 : 27-52. México.
- Delphy, C. 1998. *L'ennemi principal (Tome 1). Économie politique du patriarcat*. Paris : Éditions Syllepse. Parution originale 1970.
- Federici, S. 2002. Reproduction et lutte féministe dans la nouvelle distribution internationale du travail. In *Genre, mondialisation et pauvreté. Cahiers genre et développement*. N°3. (Dir.) C. Verschuur avec F. Reysoo. 45-73. Paris : L'Harmattan. Parution originale 1999.
- Folbre, N. 1998. Réflexions sur le genre, l'économie et le développement. In *Les silences pudiques de l'économie*. (Dir.) Y. Preiswerk. 21-25. Berne, Genève : DDC, CNSU, IUED. Collection des Actes des colloques genre.
- Fougeyrollas-Schwebel, D. 2000. Le travail domestique. In *Dictionnaire critique du féminisme*. (Dir.) H. Hirata, F. Laborie, H. Le Doaré, D. Senotier. 235-240. Paris : PUF.
- Hochschild, A.R 2002. Love and gold. In *Global woman : nannies, maids and sex workers in the New Economy*. (Eds.) B. Ehrenreich et A. Russell Hochschild. Londres : Granta Books.
- Kergoat, D. 2000. Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe In *Dictionnaire critique du féminisme*. (Dir.) H. Hirata, F. Laborie, H. Le Doaré, D. Senotier. 35-44. Paris : PUF.
- Kofman, E. 2008. Genre, migrations, reproduction sociale et Welfare State. Un état des discussions. In *Femmes, genre, migrations et mondialisation. Un état des problématiques. Cahiers du CEDREF, n°16*. (Dir.) J. Falquet, A. Rabaud, J. Freedman et F. Scrinzi. 101-124. CEDREF : Paris.
- Marin, P. 2007. Remesas de mujeres migrantes colombianas en Lausanne, un analisis sobre los sueños y realizaciones en proyectos economicos y sociales. Mémoire de DEA. IUED. Genève.
- Meillassoux, C. 1975. *Femmes, greniers et capitaux*. Paris : Maspéro.
- . 1991. La leçon de Malthus : le contrôle démographique par la faim. In *Les spectres de Malthus. Déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques*. F. Gendreau, C. Meillassoux, B. Schlemmer, M. Verlet. Paris : ORSTOM-EDI-CEPED.
- Monsutti, A. 2008. Migration et développement : une histoire de brouilles et de retrouvailles. In *Migration et développement, un mariage arrangé. Annuaire suisse de politique de développement*. 27/2. (Dir.) D. Efionayi-Mäder, A. Monsutti, G. Perroulazz, C. Schümperli Younossian. 23-42. Genève : Institut de hautes études internationales et du développement.
- Moreno Fontes-Chammartin, G. 2002. La féminisation des migrations internationales. *Éducation ouvrière*. N°129 : 43-53. Genève : OIT.
- Nakano Glenn, E. 1992. From servitude to service work : historical continuities in the racial division of paid reproductive labor. *Signs. Journal of women in culture and society*. 18(1) : 1-43.
- . 2010. Conférence à l'école doctorale suisse romande en études genre. Centre en études genre LIEGE. Université de Lausanne. 11 novembre.

- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2011. *Panorama de la société 2011. Les indicateurs sociaux de l'OCDE*. Accessible en ligne sur www.oecd.org/els/social/indicateurs/SAG
- OIM (Organisation internationale pour les migrations). 2010. *État de la migration dans le monde en 2010. L'avenir des migrations : renforcer les capacités face aux changements*. Genève : OIM.
- OIT (Organisation Internationale du Travail). 2013. Les travailleurs domestiques dans le monde. Statistiques régionales et mondiales et étendue de la protection juridique. Résumé analytique. Genève : OIT.
- Oso Casas, L. 2002. Domestiques, concierges et prostituées : migration et mobilité sociale des femmes immigrées, espagnoles à Paris, colombiennes et équatoriennes à Madrid. Thèse de doctorat. Institut d'étude du développement économique et social. Paris I-Panthéon Sorbonne.
- Quijano, A. 2007. « Race » et colonialité du pouvoir. *Mouvements*. N° 51 : 111-118.
- Razavi, S. 2007. *The political and social economy of care in a development context : conceptual issues, research questions and policy options*. GD PP. No. 3. Genève : UNRISD.
- . 2011. Rethinking care in a development context : an introduction. *Development and Change*. 42(4) : 873-903.
- Rey, P.-P. (Dir.). 1976, *Capitalisme négrier*. Paris : Maspéro.
- Tabet, P. 1987. Du don au tarif. Les relations sexuelles impliquant une compensation. *Les Temps modernes*. N°490 : 1-53.
- . 2004. *La grande arnaque. Sexualité des femmes et échange économique-sexuel*. Paris : L'Harmattan.
- Verschuur, C. 2013. Theoretical debates on social reproduction and care. Articulations of domestic and global economy. In *The International handbook on gender, migration and transnationalism : global and development perspectives*. (Eds.) L. Oso Casas et N. Ribas-Mateos. Edward Elgar Publishers.

Les migrant-es contribuent au financement des systèmes fiscaux et de sécurité sociale de leur pays d'accueil, malgré leur exclusion sociale et une citoyenneté précaire

Raúl Delgado Wise, Humberto Márquez Covarrubias, Héctor Rodríguez Ramírez

Il est usuel d'entendre, dans le discours dominant portant sur les migrations et le développement, que les migrant-es constituent une charge fiscale et sociale pour les nations hôtes. Cet argument n'est toutefois pas étayé quand on considère l'apport de ce groupe de population au Trésor public et au système de sécurité sociale de leur pays d'accueil et si l'on prend en compte les processus d'exclusion sociale auxquels se voient fréquemment soumis ces secteurs de la population du fait de leur condition d'immigrés en situation irrégulière. Dans le cas des migrant-es mexicain-es résident-es aux États-Unis, les éléments empiriques contredisent ces arguments de manière indiscutable et montrent, à l'inverse, que la contribution de ce groupe de population [...] au titre de l'impôt direct sur les revenus et des impôts indirects sur la consommation en 2008¹ [...] représente un peu plus du double du montant total des envois de fonds par les migrant-es au Mexique. Le paradoxe de cette contribution significative est qu'elle se réalise dans un contexte de grande vulnérabilité économique et sociale pour des migrant-es mexicain-es qui, dans leur majorité, se trouvent en situation irrégulière et exclu-es de l'accès à un large éventail de services publics et sociaux accessibles au reste de la population. Selon les estimations de Passel (2006), en 1990, 46,5 % des immigré-es mexicain-es se trouvaient sans papiers; en 2000, 52,2 %, et en 2005, 56,4 %.

Les migrant-es mexicain-es qui travaillent sont privé-es d'une large gamme de services sociaux: la grande majorité se trouvent dépourvus d'accès au système de sécurité sociale ainsi qu'aux programmes d'assistance publique. La plupart des migrant-es mexicain-es salarié-es occupent l'échelon le plus bas en matière de salaires et présentent les plus forts indices de pauvreté. Selon la CPS (2008), 2,9 millions de migrant-es mexicain-es résident-es aux États-Unis, soit 1 sur 4, sont pauvres. L'accès aux services de santé est limité: 3 migrant-es mexicain-es travaillant sur 4 n'ont pas accès à une assurance de santé. S'opère également une sélectivité croissante au cours du processus migratoire, les niveaux d'instruction des Mexicain-es continuant à apparaître relativement bas en comparaison de ceux des migrant-es d'autres origines nationales ainsi que de la même population d'origine mexicaine née aux États-Unis: 6 sur 10 ont un parcours scolaire de moins de 12 ans.

¹ Les données émanent de l'enquête emploi américaine (Current Population Survey) et du système d'impôts appliqués par le droit fiscal américain des années 1992 à 2008.

Références bibliographiques

CPS (Current Population Survey). Diverses années. Supplément de mars. Washington, D. C. : Bureau of Census.

Passel, J. 2006. Size and characteristics of the unauthorized migrant population in the U.S. Research report. Washington, D. C. : Pew Hispanic Center. Accessible en ligne sur <http://pewhispanic.org/files/reports/61.pdf>

Delgado Wise, R., H. Márquez Covarrubias, H. Rodríguez Ramírez. 2009.
Seis tesis para desmitificar el nexo entre migración y desarrollo.
Migración y Desarrollo.
Nº 12 : 41-42.